Les enjeux de la démocratie dans l'Union européenne

Analyse du sujet, à partir de ses termes :

- mots-clés : **enjeux** = défis, problèmes à résoudre, avancées et reculs de la démocratie.
- **Union européenne** = le projet politique tel qu'il existe depuis la Seconde guerre mondiale (la CEE de 1957 est devenue l'UE en 1993. On délimite le sujet.).
- **Démocratie** : quel type de démocratie? Sûrement pas une démocratie directe, ni vraiment une démocratie représentative classique à l'échelle des nations. En fait, un type inédit que l'on peut appeler « démocratie déléguée », en ce sens que les pouvoirs y sont délégués par les gouvernements démocratiquement élus des États-membres.
- 2 échelles géographiques :
  - niveau national = avancées et reculs de la démocratie (Europe méditerranéenne, démocraties populaires, démocraties illibérales)
  - niveau européen : les institutions européennes (la Commission, le Conseil, le Parlement).
  - en termes géopolitiques, la progression de la paix, mais au prix de la division car guerre froide et rideau de fer , donc projet occidental.
  - en termes de science politique : la tension entre le niveau national et le niveau supranational, jusqu'à quel point les Etats acceptent-ils des délégations de souveraineté? <=> mise en question du modèle de démocratie déléguée.

On pose une problématique quand on a identifié les enjeux.

Un « truc » : on transforme le sujet en question simple (mais qui ne peut en tant que telle constituer une problématique) = *quels sont les enjeux démocratiques dans l'UE?*

On y répond grâce à l'exploration du sujet : ce sont des enjeux qui se jouent à deux niveaux, au niveau national, on observe globalement la progression du régime démocratique en Europe, mais l'UE peine à satisfaire les aspirations démocratiques.

Donc problématique = Ne peut-on pas se demander si ce « déficit démocratique » alimente l'europessimisme , l'euroscepticisme? euroscepticisme : le fait de douter de la construction européenne ou de s'y opposer.

On cherche un plan dans lequel on va conjuguer les analyses historique, géographique , géopolitique et de science politique :

I. L'histoire : la construction européenne marquée par la recherche de la paix et de la démocratie

a) Solder la 2e GM : congrès de La Haye 1948 (pour les États-Unis d'Europe), conseil de l'Europe 1948 qui n'admet que des démocraties, CECA 1951 pour le rapprochement franco-allemand. L'Europe des Six, de Robert Schuman et Jean Monnet.

b) Prospérité, paix, démocratie : la CEE, une construction économique occidentale Traités de Rome 1957 avec libre-échange, Marché commun De l'Europe des 6 à l'Europe des 9 avec intégration du RU, démocraties populaires exclues (Guerre froide). Intégration des jeunes démocraties méditerranéennes : Grèce 1981, Portugal et Espagne 1986.

c) Des institutions démocratiques : séparation des pouvoirs mais difficulté à les répartir entre le niveau intergouvernemental et supranational : Commission et Parlement supranationaux, Conseil de l'Europe intergouvernemental Commission/Parlement élu au suffrage universel en 1979/ Conseil de l'Europe = un triangle institutionnel technocratique = une démocratie déléguée? Avec une réalisation : la PAC (compétences partagées entre CEE et Etats).

II. Un projet (géo-)politique qui se cherche

Maastricht = fondation de l'UE (euro, citoyenneté européenne), mais aussi l'Europe qui commence à diviser (51% de oui en F, une victoire de justesse). 2005 : rejet de la Constitution européenne par 55% de non.

a) A travers les traités : de Maastricht 1992 à Lisbonne 2007, la difficile mise en place d'une *démocratie déléguée*. Car Maastricht rejeté au Danemark, approuvé de justesse en France par voie référendaire. L'incompréhension grandit entre citoyens européens et représentants élus siégeant à Bruxelles et Strasbourg.

b) L'échec du projet constitutionnel montre les tensions entre souverainisme et supranationalisme. Echec en 2005 car referendum négatifs en France et aux Pays-Bas. Le traité de Lisbonne tente d'améliorer le fonctionnement des institutions en 2007 (Président du Conseil européen et Représentant à la politique étrangère) mais est prudemment ratifié par les Parlements, donnant le sentiment de vouloir écarter les citoyens et donnant naissance à l'euroscepticisme. Le mot apparaît à la suite du traité de Maastricht signé en 1991.

c) Et pourtant des réalisations : l'euro (1999/2002), la citoyenneté européenne et l'espace Schengen (depuis 1995 : libre-circulation des citoyens européens), la PESC mais bien timide , et l'élargissement aux ex démocraties populaires (une fois les critères de Copenhague remplis) : En 2007 : Europe des 27, la Croatie rentrant en 2013. Sans compter la puissance commerciale affirmée : 1re mondiale (40% du commerce mondial) grâce à un espace le plus intégré au monde. PESC = politique européenne de sécurité commune

III. Mais ce projet est confronté à des contraintes extérieures en même temps qu'à ses propres contradictions

a) Des crises en chaîne depuis 2005 (échec du projet constitutionnel) :

Le moment de rupture = le grand élargissement de 2004, avec l'intégration de 10 nouveaux membres à l'Est du continent.

- ❑ crise économique mondiale de 2008 (après crise des subprimes 2007 américaine), crise de l'euro et de l'endettement qui fait vaciller la solidarité européenne : l'Allemagne renâcle à voler au secours de la Grèce, endettement de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de l'Irlande… obligés de se soumettre à des politiques de rigueur imposées par l'UE et les organismes internationaux. = pour les citoyens l'euro ne protège pas du chômage.
- ❑ Crise des migrants depuis 2013 avec afflux de réfugiés du Moyen-Orient puis d'Afrique subsaharienne vers la Grèce, l'Italie, l'Espagne. Echec de la coordination de l'accueil de ces migrants dans l'UE = pour les citoyens, il faut redonner aux Etats le contrôle de leurs frontières (fermeture des frontières à l'Est) donc remise en cause de la liberté de circulation.
- ❑ Crise du Brexit : un membre de l'UE décide par referendum de la quitter : 52% des Britanniques ont voté oui en juin 2016 C'est un choc pour le projet européen, le souverainisme l'emporte sur fond de mensonges d'une partie de la classe politique britannique.

b) La progression conjointe de l'europessismisme et des atteintes à la démocratie : Partis politiques eurosceptiques nombreux aussi bien à l'Est (Pologne, Hongrie..) qu'à l'Ouest (GB, France, Italie). Certains sont même au pouvoir en Europe de l'Est, là où l'on repère des attaques contre la démocratie : en Hongrie avec le Fidesz de Victor Orban qui réduit la liberté de la presse, en Pologne , à tel point que le Parlement européen a lancé une procédure pour violation des valeurs européennes.

c) Et à l'échelle mondiale, la relance de la politique de puissance révèle les faiblesses de l'UE : elle n'est ni politiquement unifiée, ni autonome sur le plan militaire, plan sur lequel elle dépend des États-Unis avec lesquels elle a des différends commerciaux. Elle est également vulnérable face à la Chine. Elle est enfin en situation de faiblesse face à la Russie : les Européens ne sont pas capables d'assurer seuls la défense de l'Ukraine ; ils sont par ailleurs la cible de manœuvres hostiles russes, qui visent à démontrer la vulnérabilité de l'UE.

Conclusion : on résume l'essentiel.

L'UE proposait un beau projet d'une union volontaire d'Etats qui s'étaient souvent affrontés par le passé. Posant comme principe la garantie de la paix et l'exigence démocratique, l'UE est à peu près parvenue à rassembler dans une aire de prospérité la majeure partie des pays européens. Néanmoins elle peine à définir son projet politique et son fonctionnement entre volonté des Etats de préserver leurs prérogatives et tentative d'approfondissement du fédéralisme. La défiance des citoyens s'accentue face à cette démocratie déléguée.

On met en perspective : pourtant l'UE est une puissance commerciale de premier ordre, et si elle ne peut rivaliser avec les pôles américain, chinois ou russe en hard power, elle peut jouer un rôle normatif pour les nouveaux défis du xxe siècle, l'environnement et le numérique.